Décryptage

Le programme du nouveau gouvernement

Viktor Orbán a officiellement présenté “le programme de la coopération nationale”, qui regroupe les principaux objectifs gouvernementaux des partis Fidesz et KDNP. Le document reste muet quant aux mesures par lesquelles le nouveau cabinet envisage de réaliser ses objectifs, mais les déclarations et les premières actions des ministres permettent de se forger une idée des mesures à venir.

Le programme, long de 85 pages, se divise en trois chapitres. Le premier contient “la déclaration sur la coopération nationale”, une sorte de nouveau contrat social que le Parlement a accepté fin mai. Cette déclaration, critiquée à plusieurs reprises par l’opposition, affirme qu’une révolution s’est déroulée dans les urnes, comme l’a d’ailleurs déclaré Viktor Orbán au soir du deuxième tour des élections législatives.

Toujours très symbolique, le deuxième chapitre définit “le système de la coopération nationale”, qui met fin au régime injuste et obscur des dernières années et auquel tous les citoyens (y compris les Hongrois vivants dans les pays voisins) sont invités à participer. La troisième partie du document, “les causes nationales”, énumère les domaines prioritaires dans lesquels le gouvernement souhaite apporter des changements radicaux: l’économie, l’ordre public, la Santé, le volet social et le rétablissement des normes démocratiques.

La remise sur les rails de l’économie comprendra une baisse des impôts et la simplification du système actuel. Or le gouvernement n’a toujours pas précisé

comment et quand il envisageait d’adopter ces mesures, qui pourraient de nouveau creuser le déficit budgétaire. Et la publication des rapports des commission de Mihály Varga et de l’ancien ministre des Finances Zsigmond Járai, le 5 juin dernier , n’ont pas apporté d’éclairage significatif sur ce sujet.

György Matolcsy, ministre du développement économique natio-nal, a tout de même fait savoir qu’il comptait s’appuyer davantage sur les trois facteurs suivants: les fonds européens, les investissements étrangers et la politique monétaire. De son point de vue, la banque centrale (MNB) devrait ramener son taux directeur autour de 4,5% (il est actuellement de 5,25%), afin d’aider les exportateurs (pour qui un forint plus faible est plus avantageux) et de rendre le pays plus attractif aux yeux des investisseurs étrangers. Jusqu’ici, la banque centrale ne semble pas jouer le jeu (elle a maintenu son taux d’intérêt malgré les préférences annoncées de György Matolcsy) et nombreux sont ceux qui pensent que l’on peut s’attendre à un bras de fer entre le gouvernement et la MNB.

Quant à la deuxième “cause nationale”, l’ordre public, la première mesure du ministre de l’Intérieur, Sándor Pintér, révèle beaucoup sur les projets du gouvernement. Au lendemain de son arrivée au Ministère, Sándor Pintér a notamment déployé 600 policiers de plus dans la région de Borsod-Abaúj-Zemplén (dans le Nord-Est du pays), pour assurer qu’il y ait des policiers dans chaque commune de ce département où la sécurité s’est beaucoup détériorée ces dernières années. Comme l’a fait savoir le nouveau ministre, des actions similaires vont se dérouler dans d’autres régions du pays.

Concernant le sauvetage du système de santé, le programme fixe des objectifs ambitieux, mais rien ne laisse encore entrevoir comment ces promesses seront financées. Le gouvernement souhaite en outre au-gmenter le revenu des médecins, assurer un budget plus généreux aux hôpitaux et, de l’autre côté, des soins de qualité et des médicaments moins chers aux patients. En revanche, les dépenses supplémentaires destinées à la santé ne s’élèvent qu’à 1% du PIB cette année, une somme minime par rapport aux engagements.

L’objectif du renforcement du volet social comprendra surtout des mesures en faveur des familles et des jeunes à la recherche d’un appartement, afin de faciliter la vie de ceux qui ont ou souhaitent avoir plusieurs enfants. Fidèle aux valeurs traditionnelles de droite, le Fidesz estime que “la famille constitue la base de la politique de la société”, comme l’a souligné Péter Szijjártó, porte-parole du Premier

Ministre.

Une autre base sur laquelle le nouveau gouvernement semble s’appuyer est le partenariat qu’il a formé avec la Chambre de commerce et d’industrie hongroise et la Fédération nationale des employeurs. En février dernier, le Fidesz s’est engagé à respecter les attentes de ces deux organisations. Pour preuve de cette volonté, la dé-claration sur leurs engagements communs est publiée dans le programme du gouvernement. Une prise de position que les plus grands syndicats n’ont pas manqué de critiquer. Les dirigeants des 38 membres de la Fédération nationale des syndicats hongrois ont par exemple exprimé leur colère via une lettre ouverte dans laquelle ils soulignent l’importance de leur participation aux décisions sur l’avenir économique du pays. Le parti socialiste a également critiqué le choix du nouveau gouvernement de ne consulter ni les représentants des employés ni ceux des retraités.

Anna Bajusz

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel